



Sommaire

page 1	Edito:	"America latina: presente, presente, presente!"
page 2	Projet:	Equateur - Soutien aux communautés amazoniennes: 30 ans de combat pour une vie digne
page 3	Projet:	El Salvador: début des activités de notre partenaire
page 4	Analyse:	El Salvador: «Sécurité démocratique», à quel prix?
page 5	Analyse:	El Salvador: politique financière et résistance
page 6	Brèves:	Prochain rendez-vous: au 1 ^{er} mai 2025!
	Note de lecture :	Enrayer le rejet européen des personnes exilées

Edito

"America latina: presente, presente, presente!"

Même si la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) veut abandonner l'Amérique latine (AL), les associations genevoises qui soutiennent des projets sur le continent latino ne sont pas d'accord. Pourquoi?

Dès janvier 2024, des rumeurs circulent: la DDC va cesser d'allouer des fonds à l'AL. Les Fédérations de coopération et les grandes ONG engagent alors des négociations avec la DDC pour obtenir qu'un 10% des fonds fédéraux puissent continuer à être envoyé en AL jusqu'à fin 2028. Pagaille parmi les ONG. Relevons le plus grave: la perte d'autonomie des associations dans leur relation avec la DDC, ce qui atteint le sens de leur engagement. Au passage, cette décision anéantit également le travail effectué depuis des décennies: les réseaux, les partenariats, les savoir-faire.

S'il est vrai que le continent latino-américain a changé et s'est développé, de graves problèmes subsistent:

- La pauvreté, dans les campagnes même si elles se vident,

dans les villes parce qu'elles se remplissent;

- Les droits humains malmenés, ceux des femmes, des enfants, des migrant-es, des peuples autochtones, dont le droit à la santé, préoccupation principale de la CSSR;
- Les violences et la criminalité, avec un narcotrafic dévastateur, mis à part de rares exceptions;
- Le virage à l'extrême-droite de plusieurs pays, dont l'Equateur, le Pérou et l'Argentine, avec Milei, le «Trump latino». Des USA à l'Argentine, il existe désormais l'axe Trump-Milei qui promet des surprises pénibles. Quid de l'expulsion des migrant-es sans papier? Comment le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Trump, Marco Rubio, va-t-il se déchaîner contre Cuba et le Nicaragua?

Aucune raison d'abandonner l'Amérique latine, surtout pas maintenant. Même, les crises actuelles montrent l'urgence de soutenir encore davantage l'AL! (voir nos articles sur El Salvador).

Du côté de la Suisse: davantage d'argent pour l'armée! Honte à la Suisse qui n'a jamais réussi, depuis les années 1970, à honorer la promesse du 0,7% de son budget pour l'aide internationale.

Du côté de la Fédération genevoise de coopération, le programme pour résister à l'expulsion de l'AL hors du portefeuille fédéral comporte un groupe de travail, un sous-groupe chargé d'élaborer un argumentaire pour l'AL ainsi qu'une rencontre à l'automne avec les donateurs cantonaux et communaux.

Du côté de la CSSR, nous voulons que la Coopération internationale suisse continue d'aider l'AL. Nous allons peut-être perdre, mais ce sera en criant: «America latina: presente, presente, presente!».

Viviane Luisier

Equateur - Soutien aux communautés amazoniennes: 30 ans de combat pour une vie digne

par Olivia Albertoni

Depuis 2016, la CSSR soutient l'UDAPT (Unión de Afectado-as por la Petrolera Texaco) qui dénonce les ravages causés par l'extraction pétrolière en Amazonie équatorienne. La contamination massive de ces exploitations et le manque de prise en charge sanitaire par l'État ont plongé les communautés locales dans une situation critique, marquée par des maladies graves: leucémies infantiles, cancers, malformations génétiques et avortements spontanés.

De plus, l'Équateur a connu, ces dernières années, une insécurité croissante, une précarité en hausse et des défis environnementaux majeurs. Ces facteurs aggravent encore l'accès déjà fragile aux soins de santé, particulièrement dans le nord de l'Amazonie. Depuis plus de 30 ans, les habitant-es de cette région se battent pour leurs droits fondamentaux: vivre dans un environnement sain et mener une vie digne.

Malgré le désintérêt persistant de l'État et le manque de soutien de l'aide internationale face aux

contaminations pétrolières, les populations amazoniennes poursuivent inlassablement leur combat. Grâce à des revendications fortes menées sur plusieurs années, le cas de l'Amazonie équatorienne est devenu un symbole mondial de la lutte pour la justice environnementale. Ces mobilisations ont également permis à l'Équateur de devenir l'un des premiers pays à reconnaître les droits de la nature. Plus récemment, une victoire historique lors du référendum de 2023 a permis au peuple de bloquer un projet étatique d'exploitation pétrolière dans le parc national Yasuní. Cette dernière victoire revêt une symbolique extrêmement forte, non seulement dans la lutte environnementale, mais aussi, de manière plus large, dans la reconnaissance des droits des peuples autochtones à l'échelle mondiale.

L'UDAPT, pionnière de ce combat, rassemble peuples autochtones, citadins et ruraux, des provinces d'Orellana et de Sucumbíos. Elle mène des actions politiques, juridiques, sociales et environnemen-



Soins thérapeutiques à une patiente âgée atteinte d'un cancer, 2024 ©UDAPT

tales pour défendre les droits de ces communautés affectées. En 2024, une nouvelle phase de collaboration avec la CSSR a débuté, prévue pour trois ans, avec deux objectifs principaux:

1. Renforcer le système communautaire d'accompagnement des patient-es atteint-es de cancer et consolider les comités de réparation pour faire face aux dommages causés par l'extraction pétrolière.
2. Plaider pour des politiques publiques de santé équitables et efficaces auprès des autorités locales et des opérateurs de santé et de l'environnement.

Cette année, nous irons à la rencontre des acteurs et actrices de ce projet sur le terrain, renouvelant ainsi notre engagement à leurs côtés.



Comité de réparation, nationalité Kio'fan, février 2022 ©CSSR

El Salvador: début des activités de notre partenaire

par Timothée Binoth

Dans son bulletin de mai 2024, la CSSR annonçait qu'elle allait soutenir un projet de l'Association des femmes de San Esteban Caterina (AMUSEC) au Salvador, dont le but est d'organiser des journées de santé communautaire auprès de plusieurs communautés de la municipalité. Toutefois, en raison de nombreux obstacles administratifs (et politiques?), le début de ce projet a été retardé de plusieurs mois et la première journée de santé communautaire n'a pu être organisée que le 26 janvier dernier.

Lors de cette journée, qui s'est déroulée dans la Casa Comunal del Caserío Calderitas de San Esteban Catarina, encadrée par une équipe médicale composée de 4 médecins, un total de 126 personnes a pu bénéficier d'une consultation médicale gratuite et de traitements médicaux. Par ailleurs, des conseils sur l'hygiène, la prévention des maladies et les lieux où se rendre en cas de besoin ont été donnés à l'ensemble des participant-es.

Dans la municipalité de San Esteban Caterina, les ressources étatiques allouées à la santé sont quasi inexistantes. Organiser des journées de santé communautaire est donc une nécessité pour la population, et d'autres journées sont prévues. Néanmoins, la CSSR a pu constater à quel point l'AMUSEC, malgré son professionnalisme et sa volonté d'aider les plus

démuni-es, a connu des difficultés d'ordre bureaucratique pour mettre en place un projet dans le domaine de la santé, quand bien même l'accès à la santé est un droit reconnu par l'art. 65 de la Constitution salvadorienne. L'envolée du prix des médicaments représente également un

risque pour la mise en place de telles activités, que nous espérons ne pas voir devenir trop conséquent. En effet, la CSSR aimerait durant les prochains mois essayer de mettre en place, avec son partenaire l'AMUSEC, un projet de plus grande envergure.



Distribution de médicaments lors de la première journée de santé communautaire, Casa Comunal del Caserío Calderitas, 26 janvier 2025 ©AMUSEC

El Salvador: «Sécurité démocratique», à quel prix?

Le Salvador a longtemps affiché l'un des taux d'homicides les plus élevés au monde, avec un pic de 105 meurtres pour 100 000 habitant·es en 2015¹. Pourtant, depuis l'arrivée de Nayib Bukele en 2019, la violence semble avoir nettement chuté. Plusieurs rapports suggèrent que cette baisse ne découle pas de politiques publiques, mais d'accords secrets entre le gouvernement et les gangs.

par Luisa Sanchez

État d'exception et atteintes aux Droits Humains

Depuis 2022, le Salvador vit sous un régime d'exception (prolongé 34 fois), entraînant des arrestations arbitraires massives, des disparitions forcées, des cas de torture, des violations du droit à un procès équitable et une surpopulation carcérale qui atteint des chiffres record.

Le 20 janvier 2025, le gouvernement salvadorien a été évalué par l'ONU dans le cadre de l'Examen Périodique Universel. 35 organisations civiles y ont dénoncé la concentration du pouvoir dans l'exécutif et l'affaiblissement des institutions démocratiques². Bukele a réformé la justice, révoqué des juges et restreint l'accès à l'information publique, tandis que les dénonciations de corruption se sont multipliées.

Répression des libertés et crise sociale

Les droits sociaux, économiques et culturels sont également menacés. En novembre 2021, la Loi sur les Agents Étrangers a restreint l'activité des ONG et des médias indépendants, limitant la défense des droits humains. L'avortement reste interdit et les droits des minorités sexuelles ont été effacés des documents officiels. En décembre 2024, l'Assemblée législative a réautorisé l'exploitation minière, pourtant interdite depuis 2017 pour des raisons environnementales et de santé publique.

Le gouvernement a progressivement démantelé le premier niveau d'accès aux soins du système de santé, fermant les Équipes Communautaires de Santé Familiale et Spécialisées

(ECOS), ce qui a privé des milliers de personnes vulnérables de soins de proximité. Certaines ECOS encore en activité ont changé de mission, se concentrant sur des tâches autres que sur la prestation de soins. Cette situation a particulièrement affecté les femmes, les enfants et les populations vulnérables, entraînant la suppression des visites médicales essentielles, du suivi des grossesses et de la vaccination infantile.

Bukele: Panem et circenses

Nayib Bukele s'est autoproclamé le «dictateur le plus cool» tout en renforçant son emprise sur l'État. Son succès repose sur une communication efficace et des mesures populistes, comme la distribution de

criminalité et la violence repose sur des accords opaques avec les gangs, sans traiter les causes profondes de la violence, comme la pauvreté, qui a augmenté de plus de cinq points sous son mandat³.

Sur le plan économique, Bukele a fragilisé les finances publiques en portant la dette nationale à plus de 80% du PIB (soit le niveau le plus important d'Amérique centrale)⁴. Par ailleurs, avec plus de 72 000 nouveaux détenus, l'avenir de ces individus et de leurs familles suscite de nombreuses interrogations.

En définitive, malgré un fort battage médiatique, aucun changement structurel n'a été apporté au pays. Au contraire, la concentration du pouvoir et le déclin de la démocratie annoncent un avenir incertain pour le Salvador.



Prisonniers au Salvador, dans les geôles du gouvernement de Bukele», by CIDH, licensed under CC BY 2.0.

paniers alimentaires et l'organisation d'événements internationaux, tels que le concours de Miss Univers.

Malgré l'interdiction constitutionnelle de sa réélection immédiate, il a obtenu un second mandat en février 2024 avec plus de 80 % des voix, grâce à une Cour suprême acquise à sa cause. Son principal atout reste la sécurité ; toutefois, la réduction de la

1 Réserve, R. (2016). El Salvador: Un año político y social convulso. *Revista de Ciencia Política*, 36(1), 177-194.

2 Robbins, S. y Silva, H (2020, 13 de agosto). Disminución de homicidios en El Salvador: ¿decisión de las pandillas o triunfo presidencial? *InSight Crime*. <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/diminucion-homicidios-el-salvador-pandillas/>.

3 Pobreza y desigualdad en El Salvador: Panorama general de las tendencias actuales <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099120924110535428/pdf/P500656184cc010a619ddb1dedf50931dcf.pdf>.

4 Banco Central de Reserva (BCR) <https://estadisticas.bcr.gob.sv/serie/deuda-publica-total-anual>.

El Salvador: politique financière et résistance

Fin septembre 2024, le président Nayib Bukele a exécuté sa menace de lancer un « médicament amer » pour relancer l'économie. Une pilule difficile à avaler pour la population. Panorama de la situation financière du pays, à l'aube de l'année 2025.

par Anita Escher

Le budget 2025 salvadorien prévoit une réduction des fonds de 14 ministères et 70 autorités (sont épargnés: l'armée et la présidence...). La dette du pays augmente de 30 %, tandis que les salaires des fonctionnaires sont gelés (malgré la forte inflation) et 11'000 d'entre elles et eux sont licenciés, dont plus de 1'000 dans le secteur de la santé et 800 dans celui de l'éducation. D'autres mauvaises nouvelles, comme la réduction de 1.1 million de dollars dans le budget dédié au service des eaux – malgré la grave crise de l'eau que connaît le pays – complètent ce tableau.

Les retraites au bord du gouffre

Depuis deux ans, le régime négocie avec le FMI pour obtenir un prêt de 1.3 milliard de dollars. Le besoin de liquidités devient urgent, notamment pour payer les retraites d'une grande partie de la population.

Avec la privatisation du système public des retraites imposée à la fin des années 90 et un transfert forcé des classes d'âge les plus jeunes vers un système privé, à peine 1'000 cotisant-es doivent aujourd'hui fournir les pensions de 88'000 retraité-es. Une équation impossible; depuis 2006, l'État se procure l'argent manquant auprès de deux caisses de retraite privées (AFP). Rien que de janvier à septembre 2024,

l'AFP a ainsi «prêté» 824 millions de dollars au régime, dont on ne connaît qu'une partie de l'utilisation, les fonds utiles aux pensionnaires ne représentant que la moitié de cette somme... Au total, la dette nationale envers l'AFP s'élève à 10.3 milliards de dollars.

En octobre 2024, le FMI et l'État sont parvenus à un accord. Pour cela, le FMI a exigé l'abolition de la loi Bitcoin imposée par Bukele, jugeant cette monnaie trop spéculative. L'organisation internationale a ensuite déclaré: «(...) le budget récemment présenté par le gouvernement pour 2025 est un pas vers le renforcement des finances publiques». Il en faudra plus pour nous rassurer!

Manifestations malgré les pressions et les licenciements

En automne 2024, des syndicats des secteurs de la santé et de l'éducation ont participé à une manifestation contre les coupes budgétaires, les suppressions d'emplois et le gel des salaires. Bukele a rapidement convoqué une réunion et plusieurs syndicats ont cédé aux promesses creuses du régime. Seul le petit syndicat Frente Magisterial est resté mobilisé avec le secteur de la santé.

Environ 2'500 syndicalistes, principalement du secteur de la

santé, ont continué de manifester. Ce chiffre peut sembler faible, mais dans un pays où la peur du régime d'exception pousse à la discrétion politique et où manifester contre le gouvernement expose au licenciement, cette mobilisation reste significative.

Une vague de licenciements a d'ailleurs suivi, avec environ 4'500 suppressions de postes dans l'éducation. Le ministère est resté silencieux. Le 31 octobre, le Bloque de Resistencia Popular a organisé une manifestation de soutien et proposé un budget alternatif. L'impact de la réponse du régime reste incertain. Soutenus par le Bloque, les syndicats appellent à de nouvelles manifestations dans les semaines à venir.



En bref

Prochain rendez-vous: au 1^{er} mai 2025!

Comme chaque année, la CSSR défilera et tiendra un stand lors de l'événement solidaire du 1^{er} mai à Genève. Notez la date et... soyons nombreux-ses!

Note de lecture

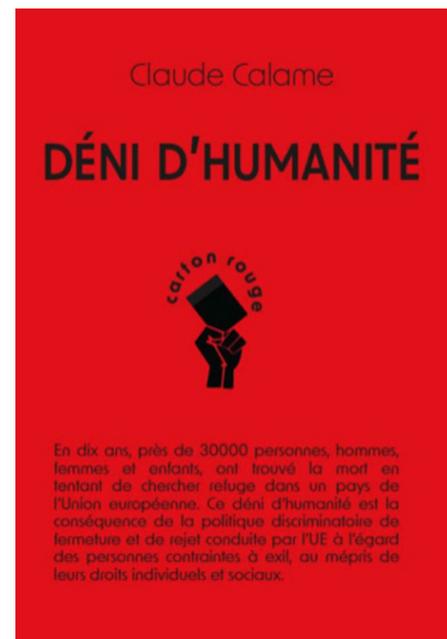
Enrayer le rejet européen des personnes exilées

Un petit ouvrage pour défendre une vaste cause. En quelques pages, Claude Calame, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, parvient à brosser un tableau actuel de la situation migratoire en Europe, des conséquences de ses lois d'asile et de la migration sur les personnes concernées, des raisons de cette déshumanisation et plus généralement des inégalités profondes qui affectent les pays du Sud global au profit de ceux du Nord.

Constatant le déni d'humanité qui frappe l'Europe (Suisse incluse) au point de laisser périr, en dix ans seulement, près de 30'000 personnes venues chercher refuge en Europe, l'auteur décortique les causes de cette déliquescence. Les états et les politiques sont coupables de ce crime contre l'humanité nous dit-il, avant de désigner leur outil policier privilégié: l'agence de gestion des frontières européennes Frontex.

Puis, analysant le nouveau «Pacte migratoire européen» en gestation, il peint le tableau des prochaines années: fermeture accrue des frontières à grands renforts de barrières, murs et barbelés, de camps d'enfermement en vue d'un tri drastique, d'externalisation dans les pays limitrophes et de déploiements policiers mortifères. Accélérer les procédures et renvoyer autant que possible: un modèle qui ressemble furieusement à la nouvelle politique d'asile suisse...

La solidarité n'est pas absente du récit. Car sans les centaines d'associations et de personnes mobilisées pour défendre les droits des personnes migrantes et répondre tant que possible à leurs besoins, la négation des identités serait bien plus grande encore. La résistance est là, avec une réponse humanitaire et politique adaptée, rappelant qu'une humanité existe et montrant la voie.



«**Déni d'humanité**», par Claude Calame, Ed. du Croquant, 2024.

En 2025, Claude aura adhéré il y a 50 ans à la CSS (depuis devenue CSSR), après avoir signé la Déclaration de Berne en 1975.

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Olivia Albertoni, Timothée Binoth, Viviane Luisier, Aude Martenot, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1200 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an